



## Aide au développement ? Oui, mais la bonne !

L'aide au développement n'a plus une très bonne réputation chez tout le monde. Pas étonnant, car il existe bel et bien une aide au développement *mal conçue*. C'est celle qui sert surtout à aider ceux qui la font, à promouvoir leurs intérêts économiques ou diplomatiques. Il est malheureusement vrai que, la plupart du temps, on manque ainsi l'objectif de lutter contre la pauvreté. Une grande déception, notamment pour toutes les organisations suisses qui s'engagent de bonne foi contre la faim et la pauvreté.

Ce qui nous dérange encore plus, c'est quand l'aide suisse est mise sans distinction dans le même sac que cette aide biaisée et que certains cercles passent intentionnellement sous silence qu'en Suisse on fait très attention à où va notre argent, aussi bien celui des particuliers que celui des pouvoirs publics.

La coopération au développement *bien conçue* se rend d'elle-même superflue. Car elle doit mener à l'auto-développement sans aide extérieure. Elle appuie la population d'un pays dans ses efforts pour pousser ses élites politiques à rendre enfin des comptes. Car sans pression de la base, aucun gouvernement ne va s'engager pour un développement de grande portée de son pays. Nous pouvons soutenir ce processus, d'une part en injectant de l'argent de façon ciblée et, de l'autre, en supprimant avec cohérence les obstacles au développement. Certes, la Suisse ne peut pas accomplir cela toute seule, mais nous sommes persuadés qu'elle doit faire plus :

- pour que les pays en développement ne soient pas grugés dans les accords internationaux de commerce et d'investissement ;
- pour que chaque année, près de 1'000 milliards de francs non déclarés, issus de l'évasion fiscale et de la corruption, en provenance des pays en développement, n'arrivent pas dans des paradis fiscaux ;
- pour que les gains résultants de la production bon marché dans les pays en développement ne puissent être transférés, pratiquement sans payer d'impôts, dans des pays à la fiscalité douce (comme la Suisse).

L'appel contre la pauvreté et la faim veut faire en sorte que la riche Suisse passe de la parole aux actes. L'année passée, elle s'est prononcée à deux reprises en faveur de l'objectif de 0,7% de l'ONU : en juillet à Addis Abeba, à la conférence de l'ONU sur le financement du développement, et en septembre, au sommet de l'ONU de New York où ont été adoptés les objectifs de développement durable (Agenda 2030).

L'objectif du 0,7% prévoit que les riches pays industrialisés soutiennent chaque année les pays en développement en allouant 0,7% de leur revenu national brut (RNB) à l'aide publique au développement. Dans le cas de la Suisse, cela aurait représenté 4,5 milliards CHF (2014), mais dans les faits les dépenses publiques pour la coopération internationale ont atteint 3,2 milliards ou 0,5% du RNB. C'est toujours ça, dites-vous ? Effectivement ! La Suisse venait de mettre en œuvre pour la première fois la décision du Parlement de 2008, qui a été reconfirmée en 2011 : à partir de là, cela devait être 0,5%. C'était un bon compromis helvétique, qui montrait notre intention de nous placer au milieu des riches (2015 : place 11) sans nous mesurer aux plus généreux (Suède : 1,09% ; Norvège : 1% ; Grande Bretagne : 0,7% ; etc.).

2008, c'était il y a un moment déjà. Depuis lors, les rapports de force politiques au sein de notre Parlement ont changé. En même temps, des millions de gens fuient les guerres, les conflits, le changement climatique ou la faim et la pauvreté. La pression sur les dépenses de développement a énormément augmenté ces dernières années.

Pour les années 2017 à 2020, le Conseil fédéral prévoit de dépenser plus d'argent pour l'aide humanitaire d'urgence. C'est nécessaire. Mais il est absurde de le faire, comme il le prévoit, sur le dos de la coopération au développement à long terme. Il est important de réagir à la détresse humanitaire aiguë, mais seulement si on investit en même temps aussi dans la prévention de nouveaux foyers de crise. Aussi, après les catastrophes et les crises, il faut souvent des projets de reconstruction à long terme, qui ne peuvent pas être effectués par l'aide humanitaire.

Le Conseil national à la session d'été et le Conseil des Etats à la session d'automne vont discuter du projet du Conseil fédéral. Le 22 mars, la première commission à s'emparer de l'objet, la Commission des finances du Conseil national, a conseillé à la chambre basse de diminuer la coopération au développement des quelque 0,5% aujourd'hui à 0,4%. Le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), en charge du dossier sous la houlette du conseiller fédéral Didier Burkhalter, perdrait ainsi d'un coup environ 20% de son budget. Cela constituerait un véritable démembrement de la politique étrangère menée par la Suisse jusqu'à ce jour, sans aucun débat public.

De plus, les dépenses pour l'asile dans les pays d'accueil peuvent aussi être comptabilisées comme aide au développement – une décision du Comité d'aide au développement de l'OCDE, l'Organisation de coopération et de développement économiques – alors que visiblement elles n'apportent aucun bénéfice aux populations défavorisées dans les pays du Sud. Une pratique plutôt absurde, mais réelle.

Tout va mal alors ? Non, pas du tout, il y a aussi des développements positifs. Avec l'adoption de l'**Agenda 2030** à New York, en septembre 2015, tous les Etats se sont mis d'accord sur un cadre pour atteindre les objectifs communs pour le développement durable. Si les Etats, la science et l'économie s'y orientent de façon conséquente, ce que nous entendons par durabilité, c'est-à-dire l'équilibre global entre économie, écologie et bien-être social, ne restera pas une utopie.

C'est une base prometteuse sur laquelle construire. Pour que quelque chose bouge, il faut cependant que des personnes dans le monde entier s'unissent et exigent de leurs gouvernements de faire suivre les paroles par des actes. Dernièrement, on a beaucoup parlé de société civile. C'est à nous de nous faire entendre.

Merci de vouloir aussi faire partie de la solution, avec votre appel au Conseil national et au Conseil des Etats !

*Berne, mars 2016*